

COMMUNIQUE DE PRESSE

Handicap International appelle le Président américain à rejoindre le Traité contre les mines.

Lyon, le 1^{er} mars, Handicap International demande à l'administration Obama d'adhérer au Traité d'interdiction des mines antipersonnel de 1997. Le 1er mars 2013 représente le 14^{ème} anniversaire d'entrée en vigueur de cette convention, comptant 161 Etats parties, qui permet de sauver des vies, Cependant, certains pays dont la Chine, l'Iran, la Russie, la Syrie et les Etats Unis ne sont pas encore signataires.

Plus de 1,1 million de personnes ont signé les pétitions de Handicap International exigeant, depuis 1992, l'éradication des mines antipersonnel. En 2009, le Président Obama a lancé une revue de la politique américaine traitant des mines antipersonnel afin de déterminer si les Etats-Unis adhèreraient au traité. Dans une déclaration prononcée en décembre, à la Douzième Assemblée des Etats parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel à Genève, Steven Costner, directeur adjoint du service Retrait et Réduction des Armes (Weapons Removal and Abatement) au Département d'Etat américain, a dit « notre revue a soulevé des questions opérationnelles liées à l'adhésion qui doivent être étudiées avec précaution. Ce processus d'étude est en cours et nous nous attendons à être en mesure d'annoncer une décision bientôt. » Par la suite, il a défini « bientôt » - avant l'Assemblée des Etats parties de novembre 2013. « En tant qu'autre lauréat du Prix Nobel de la Paix, le Président Obama détient la responsabilité morale de prendre une position ferme contre les mines antipersonnel » affirme Elizabeth MacNairn, Directrice exécutive de Handicap International U.S.

Les Etats-Unis possèdent un stock de mines antipersonnel estimé à 10,4 million. Ils n'en ont toutefois pas fait usage depuis 1991 et n'ont pas produit de nouvelles mines depuis 1997. Les Etats-Unis sont le seul membre de l'OTAN et le seul pays de l'hémisphère occidental -à part Cuba- à ne pas avoir adhéré au traité. Bien que n'étant pas un Etat partie à la convention, les Etats-Unis ont alloué plus de fonds au déminage, à l'assistance aux victimes et à d'autres actions contre les mines que tout autre pays au monde. Le montant d'aide alloué depuis 2007 à ces activités représente 534,5 million de dollars. La convention interdit l'emploi, le stockage, la production et le transfert de mines antipersonnel. Depuis sa création, environ 4000 km² de terres polluées ont été déminées et presque 135 millions de mines antipersonnel ont été détruites. Toutefois, des millions des mines antipersonnel, certaines datant de la deuxième Guerre mondiale, sont toujours enfouies dans le sol dans plus de 60 pays.

Ces armes qui frappent sans discrimination, ainsi que d'autres restes explosifs de guerre, ne font pas la différence entre le pas d'un soldat ou celui d'un enfant. Ils font environ une victime toutes les 2 heures. Selon le rapport *Landmine Monitor 2012*, plus de 70 pour cent des victimes recensées sont des civils et, parmi eux, 42 pour cent ont moins de 18 ans. Le rapport constate que l'on compte plus de 500 000 survivants d'explosions de mines antipersonnel dont la plupart nécessiteront une assistance à vie. « L'usage de mines antipersonnel représente une violation grave des principes humanitaires » explique Elizabeth MacNairn. « Même si elles ont été placées en période de conflit afin de protéger des intérêts nationaux ou militaires, les mines antipersonnel affectent en premier lieu des civils innocents. »

Le Traité d'interdiction des mines antipersonnel a été signé en 1997, suite à la campagne menée par Handicap International et cinq autres organisations. En récompense de leurs efforts, Handicap International et ses partenaires ont obtenu le Prix Nobel de la Paix la même année.

Handicap International est l'association ayant une action contre les mines la plus exhaustive au monde. Elle porte assistance aux victimes des mines antipersonnel et autres explosifs de guerre, mène un travail de déminage et de destruction de mines et d'autres explosifs de guerre afin de prévenir des pertes humaines, éduque les populations aux risques, et plaide pour une interdiction totale des mines antipersonnel et armes à sous-munitions. L'association a mené des actions contre les mines dans environ 50 pays.

Contact presse : Nathalie BLIN – 04 26 68 76 47 / 06 60 97 09 38 – nblin@handicap-international.fr

Handicap International est née en 1982 dans le camp de Khao I Dang au Cambodge, où 160 000 survivants du régime des Khmers rouges s'étaient réfugiés. Indignés par la souffrance de milliers de Cambodgiens mutilés par les mines antipersonnel qui jonchaient la frontière avec la Thaïlande, de jeunes médecins et kinésithérapeutes s'étaient engagés auprès des personnes amputées en mettant en place un projet d'appareillage. Handicap International s'est engagée en 1992 dans le combat politique contre les mines et a obtenu le prix Nobel de la paix en 1997 en tant que membre de ICBL. L'association est toujours active sur le terrain et a diversifié son champ d'action en menant des activités de déminage, des sessions d'éducation aux risques des explosifs de guerre auprès des populations menacées, mais également des projets d'insertion sociale et professionnelle, notamment pour les victimes de mines.